



LA TRIBUNE NATIONALE

ON S'ABONNE
A PARIS,
rue de Selne, 16.

Un an. Six m. Trois m.
Paris. 48 fr. 9 fr. 5 fr.
Départements. 50 45 8

Les abonnements datent des
1^{er} et 15 de chaque mois.

INSERTIONS.
75 centimes la ligne.

Toutes les lettres non affran-
chées sont expressément refu-
sées.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Actes officiels. — Décret concernant l'esclavage. — Nouveau décret concernant le comptoir d'escompte. — Arrêt concernant les billets du Champ-de-Mars. — Interrogatoire de Barbès, Albert, Courtais. — Fuite de Blanqui et Flotte. — Récit détaillé des derniers événements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles des départements. — Papiers importants trouvés chez Sobrier. — Saisie au club des Droits de l'Homme. — Arrestation de Pierre Leroux. — Nouvel assassinat dans la rue des Moines. — Interpellations adressées à M. le président Buchez. — Proclamation au peuple français. — Bulletin de la Bourse. — Annonces.

Paris, 19 Mai.

Inaction du Gouvernement.

Où est le Gouvernement? que fait-il? qui pourrait nous en donner des nouvelles? Voilà ce qu'on se demande depuis la journée du 15 mai. En vérité, c'est chose inconcevable. Comment! c'est au moment où il devrait déployer un surcroît d'énergie pour faire face aux périls qui menacent la République, aux attentats nouveaux que, peut-être, on médite contre elle; c'est en ce moment où l'action est un devoir, l'inaction une trahison, que le Gouvernement se tait, que, se drapant dans sa togé consulaire, il se tient fièrement à l'écart de l'Assemblée nationale, et ne daigne communiquer avec elle que par ambassadeurs!

Mais il y a mieux: ce Gouvernement, qui ne veut ou ne peut rien faire, pareil à l'eunuque du sérail, veut imposer à tout ce qui l'entoure son impuissance. En cas d'émeute, il veut bien que le président de l'Assemblée nationale fasse battre le rappel; mais toutes les autres mesures nécessaires à sa sûreté, c'est lui, lui Gouvernement du 15 mai, qui se réserve de les prendre. Vraiment la représentation nationale sera bien gardée par des hommes qui ont laissé tranquillement s'accomplir le plus audacieux des attentats, qui n'ont rien fait pour le prévenir, rien pour le réprimer, qui ne feront rien peut-être pour le punir, et qui, s'il eût réussi, fussent peut-être montés au Capitole pour rendre grâce aux dieux!

L'Assemblée, nous l'espérons bien, ne se désaisira pas du droit naturel, imprescriptible, que possèdent tous les êtres vivants, du droit de défense personnelle, du droit de veiller à la sécurité de ses délibérations, et de mettre la vie de ses membres à l'abri d'un coup de main et d'un guet-apens pareil à celui du 15 mai.

Encore des proscriptions.

Le croirait-on? le gouvernement qui est resté faible et muet en face des factieux et de leurs attentats, fait aujourd'hui la grosse voix et prend des airs de proscription vis-à-vis de malheureux exilés, qui ne sauraient plus être redoutables. Ainsi, timide et tremblant devant les forts, il est hautain et menaçant devant les faibles. Il a présenté à l'adoption de l'Assemblée nationale une loi de proscription contre Louis-Philippe et sa famille, loi calquée sur toutes ces lois draconiennes dont s'armait la peur des gouvernements sans droit contre le retour possible des gouvernements qu'ils avaient remplacés.

C'est ainsi que la branche aînée des Bourbons avait pros crit la famille Bonaparte, que la branche cadette avait pros crit la branche aînée; et voilà la République qui, marchant sur leurs traces et imitant leur exemple, va proscrire à son tour la branche cadette.

Et l'on ne voit pas tout ce qu'il y a d'injurieux pour la République dans un semblable rapprochement. Dans sa chanson intitulée: *la République*, Béranger ne veut pas même qu'on proscrive l'ennemi.

Proscrire! ah! ce mot doit être
Inconnu dans notre cité.

Certes, il n'eût pas donné sa voix à la proscription d'une famille désormais impuissante et désarmée. Est-ce parce qu'il pré-

voyait qu'on lui demanderait ce vote qu'il a donné sa démission de législateur?

A tout prendre, on conçoit que des gouvernements appuyés sur un monopole oligarchique, tels que ceux que nous avons eus depuis 1814, sans racines dans l'opinion, sans pouvoir sur les masses, aient cru devoir s'armer de lois de proscriptions contre des prétendants dont les droits pouvaient balancer les leurs. Mais la République, quels prétendants a-t-elle à craindre? Pour introniser un nouveau gouvernement, ce ne serait pas un homme qu'il faudrait détrôner, mais un peuple; et un peuple, qu'on se le persuade bien, ne se détrône pas comme un roi. Ah! si l'on avait conçu l'odieuse pensée de substituer une oligarchie nouvelle aux oligarchies que nos trois révolutions ont tour à tour renversées; si, rêvant une dictature, heureusement impossible, on se flattait de l'orgueilleux espoir de confisquer à son profit la souveraineté nationale, de fausser ou d'annuler le suffrage universel, de courber la France sous un joug cent fois plus odieux que ceux qu'elle a brisés, alors nous comprendrions cet anachronisme, ce retour à des lois que la révolution de Février a virtuellement abolies. Nous le comprendrions; mais ce serait pour nous une raison de plus d'opposer une énergique résistance à ces velléités de tyrannie, à ces hommes qui, enviant à la République sa gloire la plus pure, veulent rétablir les proscriptions, en attendant qu'ils puissent ramener les échafauds.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'Assemblée a adopté le décret dont la teneur suit:

L'Assemblée nationale interdit formellement à ses membres toutes apostilles, recommandations ou sollicitations.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 mai 1848.

Les président et secrétaires.

Le ministre de la marine et des colonies,

Considérant que l'émancipation des noirs est une des questions qui intéressent davantage la moralité de la République, et que le Gouvernement ne saurait s'éclaircir à cet égard de trop de lumières;

Considérant que, si l'esclavage est à jamais aboli, la commission d'abolition de l'esclavage a néanmoins d'importantes matières à traiter encore dans l'ordre économique;

Arrête:

La commission d'abolition de l'esclavage continuera ses travaux, et siégera au ministère de la marine et des colonies.

Paris, le 16 mai 1848.

CASY.

Hubert, Barbès et Albert ont été interrogés longuement par le procureur général de la République et deux juges d'instruction. On avait à tort annoncé l'évasion de Hubert, qui n'est pas sorti de Vincennes depuis le jour de son arrestation.

Raspail fils a été relâché après avoir été arrêté avec son père.

Nous pouvons assurer que Blanqui et Flotte sont partis par le chemin de fer du Nord, le 16 au soir, après leur élargissement de la préfecture, qui a eu lieu dans la nuit du 15 au 16. Ils sont descendus à Bruxelles.

Dans la nuit dernière l'ex-général Courtais a été transféré au Petit-Luxembourg, sur sa demande. M. Alary, capitaine de la 11^e légion, reste chargé de sa garde. L'ex-général a déjà subi un interrogatoire.

Le ministre de la marine et des colonies a accepté la démission offerte, dès le 12 de ce mois, par le citoyen Victor Schœlcher de ses fonctions de sous-secrétaire d'Etat.

La Commission de pouvoir exécutif a reçu des habitants de Calais l'adresse suivante:

Les citoyens de la ville de Calais aux membres de la Commission du pouvoir exécutif.

Citoyens,

Un attentat vient d'être commis contre le Gouvernement et contre l'Assemblée nationale; nous le déplorons, nous le condamnons.

Grâce à votre énergie républicaine, citoyens, à celle de l'Assemblée constituante et de la garde nationale, cet attentat a été réprimé; nous nous en réjouissons.

Nous voulons la République, sincère, grande, ferme et généreuse; mais nous la voulons en même temps calme et régulière dans sa force, avec la dignité et l'indépendance des pouvoirs, avec l'ordre public respecté.

Honneur donc à vous, citoyens; honneur à l'Assemblée constituante; honneur au patriotisme, au courage et au dévouement de la garde nationale et de l'armée.

Vive la République!

Calais, le 17 mai 1848.

Suivent les signatures.

Accablé par les nécessités du service de la garde nationale le représentant du peuple, général en chef, a l'honneur de prévenir qu'il lui serait impossible, en ce moment, de répondre aux demandes d'audience qui lui sont adressées pour affaires personnelles.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE.

Le conseil d'administration, qui, au début de ses opérations, s'était vu dans la nécessité de faire une retenue de 5 p. 0/0 sur les bordereaux escomptés, afin de compléter aussi rapidement que possible le capital social, vient de décider qu'à dater du 16 mai courant, cette retenue serait réduite à 1 p. 0/0.

Bien que le capital du comptoir national soit encore loin de suffire au développement complet de sa mission, le conseil d'administration n'a pas voulu faire peser plus longtemps sur le commerce de Paris une retenue de 5 p. 0/0, qui aurait pu entraver la reprise des transactions commerciales; mais il profite de cette circonstance pour faire un nouvel appel à tous les bons citoyens qui ne lui ont point encore apporté le concours de leur souscription.

Le directeur délégué du Gouvernement,
PAGNERRE.

Le sous-délégué du Gouvernement,
HIPPOLYTE BASTIAT.

Le sous-directeur,
PINARD.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

Avis aux propriétaires d'immeubles grevés d'hypothèques

Le maire de Paris rappelle qu'aux termes de l'art. 2 du décret du 19 avril dernier, établissant, pour 1848, une contribution directe à percevoir sur les créances hypothécaires les propriétaires d'immeubles grevés d'hypothèques résultant, soit d'obligations, soit de constitutions de rentes foncières, perpétuelles ou viagères, soit de jugements ou arrêts passés en force de chose jugée, sont tenus de déclarer par eux-mêmes ou par leur représentant, devant le greffier de la justice de paix de la situation des biens, et dans un délai fixé d'avance au 15 mai, puis reporté au 25 dudit mois, les diverses créances existant sur leurs propriétés.

Le maire de Paris rappelle également qu'aux termes de l'article 1^{er} du second décret du 26 avril, les propriétaires qui négligeront de faire cette déclaration dans le délai prescrit, pourront être poursuivis directement, sauf leur recours contre les créanciers.

Le maire de Paris,
A. MARRAST.

Paris, le 10 mai 1848.

AVIS. — Tous les billets qui avaient été délivrés pour la fête du Champ de Mars sont annulés, à l'exception des billets roses sur lesquels est écrit le mot *cortège*, et qui ont été répartis entre les délégués des départements et les différentes corporations.

Les personnes qui avaient reçu les billets annulés auront à se présenter au ministère de l'intérieur, direction des beaux-arts, où de nouvelles cartes leur seront délivrées en échange.

CH. BLANC.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE, 9 mai. — Le général Ferrari arrive à Trévise avec son état major, trois légions romaines et un bataillon de tirailleurs, au nombre de 7,500, qui, se réunissant aux corps francs de La Marmora et les troupes régulières commandées par le général Durando, forment un effectif de 18,000 combattants qui doivent se réunir entre Montebelluna et Trévise pour opérer dans le Frioul.

Bellune, épouvantée par la présence d'un bataillon de tirailleurs autrichiens, capitule.

Les habitants de Cadore repoussent énergiquement 1,600 Autrichiens, les obligeant à se retrancher dans leurs frontières.

L'armée autrichienne qui occupe le Frioul, sous les ordres du général Nugent, monte à 15,000 hommes.

A San Silvestro, une colonne livournaise, 50 volontaires et 300 Napolitains repoussent un corps de 800 Autrichiens, les forçant de rentrer à Mantoue, d'où ils venaient, leur faisant éprouver une perte de 25 morts et 20 blessés. Un autre corps de 3,000 Autrichiens recommence l'attaque de San Silvestro et est encore une fois repoussé et battu. L'ennemi attaque à deux fois la position de Curlatone, défendue par les Toscans, et, repoussé par la mitraille, il laisse en s'enfuyant trente morts sur le terrain.

10 mai. — Le général Antonini arrive à Mestre avec la colonne destinée à garder le fort Marghera sur la lagune vénitienne, point stratégique fort important.

11 mai. — La ville de Feltre capitule avec l'armée autrichienne. La division du général Durando se tient à Pederobba, petit village à peu de distance de Fener (Frioul), afin d'attaquer l'ennemi.

Le quartier général du général Ferrari est à Montebelluna.

12 mai. — Un combat a eu lieu entre un corps de 5,000 Autrichiens et le général Ferrari à la tête de 1,800 hommes. L'action a eu lieu à Cornuda (Frioul), après un combat de deux jours, les Autrichiens se retirèrent dans leurs positions.

Le général Durando est à Bassano.

Les deux régiments de volontaires pontificaux, commandés par le colonel duc Lante, sont à Trévise, et avec eux le célèbre chapelain père Gavazzi.

ANGLETERRE, LONDRES, 16 mai. (Cité, 5 heures.) Consolidés pour compte, 85 5/4 7/8. (Standard.)

— On écrit de Dublin, mardi soir :

Ce matin le jury de l'affaire O'Brien a été renvoyé à dix heures sans avoir pu rendre son verdict. On s'est ensuite occupé du procès de M. Meagher; le jury n'a pu non plus rendre un verdict : on l'a enfermé.

Le président a annoncé à la cour que deux jurés s'opiniâtraient dans leur dissentiment.

La cour a suspendu la séance jusqu'à neuf heures. (Sun.)

AUTRICHE, VIENNE, 14 mai. — Une ordonnance impériale publiée aujourd'hui fixe au 26 courant l'ouverture de la diète autrichienne et détermine le mode à suivre pour les élections. Les 150 membres du sénat seront choisis parmi les propriétaires les plus imposés dans les provinces. Il y aura vingt électeurs pour chaque sénateur à élire. Les sénateurs sont répartis entre les provinces suivant le chiffre de la population. La Galicie en aura 40, la Bohême, 37; la Moravie, 15; la Basse Autriche, 13, et les autres provinces en auront de 1 à 6.

L'empereur s'était réservé la faculté de nommer des sénateurs à vie sans limitation de nombre. L'ordonnance modifie cette disposition en ce sens, que le nombre total des sénateurs ne pourra pas dépasser le chiffre de 200. La chambre des députés se composera de 385 membres. Il y aura un député sur 50,000 âmes, mais les villes les plus importantes nommeront des délégués spéciaux, abstraction faite du nombre des habitants. Ainsi Vienne, dans la Basse-Autriche, élira 15 députés; Neustadt 4, et le reste du pays 21. En Bohême, Egra, Prague, Budweis et Reichenberg formeront des districts électoraux particuliers qui choisiront de 1 à 4 députés, tandis que le reste du pays en choisira 85, eu égard au chiffre de la population. Sont électeurs et éligibles tous les sujets autrichiens âgés de vingt-quatre ans, quelle que soit d'ailleurs leur religion, pourvu qu'ils aient le libre exercice de

leurs droits politiques, qu'ils aient depuis six mois leur domicile dans le district électoral et qu'ils ne soient pas électeurs des membres de la première chambre. Sont exclus de l'exercice des droits électoraux les ouvriers journaliers, les domestiques et les individus qui reçoivent des secours des établissements de charité.

(Gazette des postes de Francfort.)

ESPAGNE, MADRID, 15 mai. — Bourse de Madrid du 15 mai. 5 p. 0/0, 21 5/8 5/4; au comptant, 21 15/16 7/8 argent (après la bourse, 22 papier); 5 p. 0/0, 14 papier (après la bourse, 13 3/4 argent); dette sans intérêt, 6 papier (après la bourse, 5 3/4 argent); coupons, 8 1/2 papier; valés non consolidés, 7; banque de Saint-Ferdinand, 80 argent. Changes : Paris, 4 50 argent. Londres, 41 argent.

POLOGNE, LEMBERG, 4 mai. — Le gouvernement russe vient de prohiber l'exportation du blé, du bétail et des chevaux pour la Galicie.

(Gazette universelle autrichienne.)

POSEN, 15 mai. — On assure que Miroslawski a été remis en liberté, et qu'il a quitté Posen. On ajoute que sa mise en liberté était une condition de la capitulation.

(Gazette de Cologne.)

PRUSSE, BERLIN, 16 mai. — L'Indicateur politique prussien contient, dans sa partie officielle de ce jour, une déclaration du ministère d'Etat portant que le prince de Prusse ne pourra revenir dans sa patrie que dans quinze jours, c'est-à-dire après la convocation de l'Assemblée nationale qui est fixée irrévocablement au 22 courant. Avant cette époque, le prince déclarera qu'il adhère formellement à la nouvelle voie constitutionnelle dans laquelle l'Etat est entré.

Cette déclaration du ministère a été déterminée par une manifestation du peuple qui a eu lieu hier soir, et qui avait pour objet d'obtenir la révocation du rappel du prince. Le ministère annonce que la diète devant se réunir dans quelques jours, ils ne donneront pas leur démission, et qu'ils rendront compte de cette mesure aux représentants du pays.

(Moniteur.)

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

On lit dans le *Journal de Toulouse* : Hier, vers onze heures et demie, la garde nationale a été passée en revue par M. Laroche, commissaire extraordinaire. Après la revue, les différents bataillons se sont réunis sur la place du Capitole, où M. Laroche s'est rendu aussi. M. le commissaire extraordinaire a bientôt paru au balcon de la maison commune, d'où il a harangué la milice citoyenne. Il a déclaré qu'il n'avait accepté les fonctions qu'il remplit parmi nous que parce que, connaissant le dévouement et le zèle dont la garde nationale de Toulouse a fait preuve pour le maintien de l'ordre et le triomphe de la liberté, il était certain que sa mission deviendrait facile. M. Laroche a promis de se consacrer à la cause de la démocratie. A propos de l'organisation du travail, il a dit que c'était une de ces questions qui demandaient à être longuement étudiées, et il a ajouté qu'avant tout il fallait assurer l'ordre au dedans, l'indépendance au dehors. Ses paroles ont été accueillies par de longues acclamations.

NOUVELLES DIVERSES.

Le citoyen Jeandel, de la 2^e légion, a déposé à la chambre des représentants, les pièces suivantes, trouvées chez M. Sobrier, rue de Rivoli. Le 2^e et le 5^e décrets manquent.

Premier décret.

Au nom du peuple régénérateur de Paris, fondateur de la République, en février et mai 1848, le Comité de salut public déclare :

Que l'Assemblée nationale, composée en grande partie de réactionnaires, a violé son mandat ;

Qu'elle a perdu un temps précieux, quand la misère réclamait de promptes mesures ;

Qu'elle a refusé de créer un ministère du travail ;

Qu'elle a cherché sa force dans des amas d'armes déposées dans l'enceinte de l'Assemblée, quand elle devait se faire respecter par sa force morale seulement, en accomplissant sa mission avec zèle et dévouement ;

Qu'elle s'est attribué le droit et le pouvoir d'oppression en laissant les troupes dans Paris et en accordant au président le droit de les convoquer, ainsi que toutes les gardes nationales de France ;

Qu'elle a attenté à la liberté et à la souveraineté du peuple proclamées sur les barricades de Février, en interdisant au peuple, par une loi, le droit de présenter lui-même une pétition ;

Qu'enfin elle a fait tirer sur le peuple qui venait paisiblement présenter une pétition en faveur des Polonais ;

En conséquence :

Le peuple de Paris, sentinelle avancée, s'est chargé de veiller à l'exécution des mandats donnés aux représentants, et, ayant re-

connu qu'ils avaient violé leurs mandats, les a déclarés déchus de tout pouvoir, et a constitué un comité de salut public composé de neuf membres, qui sont les citoyens...

Lequel comité est investi de pouvoirs illimités afin de prendre toutes mesures pour constituer et organiser une véritable République démocratique, et étouffer la réaction par les mesures les plus énergiques, si elle osait se montrer encore une fois.

Les membres du Comité de salut public.

Troisième décret.

Au nom du peuple de Paris, premier fondateur de la République,

Décrète :

Tous pouvoirs administratifs, judiciaires, charges et fonctions publiques, privilèges et monopoles sont tous abolis sans distinction et quelle que soit la puissance qui les ait créés. Il sera aussitôt prochainement à reconstituer de nouveaux pouvoirs et à indemniser les acquéreurs détenteurs des charges. La police des villes et communes appartiendra à la force ouvrière ci-après constituée.

Les maires seuls conserveront la portion des pouvoirs suffisants pour faire exécuter le présent décret.

Art. 1^{er}. Appel sera fait par proclamations, affiches, à son de caisse ou de trompe, aux patriotes connus avant et depuis le 24 février 1848. Ils seront invités, pour le salut de la patrie, à se réunir le même jour à une heure fixe de la soirée, pour choisir entre eux un comité municipal, composé de sept patriotes, dont cinq au moins seront ouvriers sachant lire, écrire, additionner; à leur défaut, des citoyens pris dans les non-électeurs avant le 24 février.

Art. 2. Le comité municipal entrera de suite en fonctions après sa formation, et destituera l'ancien conseil municipal.

Art. 3. Les fonctions du comité municipal seront : 1^{re} celles des conseils municipaux actuels; 2^{re} celles des vérificateurs de la fortune publique; 3^{re} celles des juges dans les questions de police, d'ordre et d'exécution de nos décrets. La procédure suivie devant eux sera provisoirement celle suivie devant les justices de paix, et le ministère d'avocats ou de mandataires y est formellement prohibé.

Les commissaires extraordinaires ou leurs délégués reformeront ce que ce premier comité pourrait avoir de défectueux dans sa composition.

Art. 4. Les patriotes connus formeront entre eux une force armée pour la sûreté et l'exécution de nos décrets; ils seront autorisés à requérir les armes chez tous les citoyens sans distinction. Cette force prendra le nom de force ouvrière.

Art. 5. Le surplus de la garde nationale, et surtout de la partie bourgeoise, ne pourront se montrer en public et revêtus d'uniformes militaires ou en armes.

Art. 6. Tout citoyen de ceux désignés en l'article 5 qui enfreindra le présent décret sera mis hors la loi.

Quatrième décret.

Au nom du peuple de Paris, fondateur de la République ;

Considérant qu'il importe de soulager immédiatement les citoyens nécessiteux, et que ceux qui peuvent le faire sont les riches actuels, qui depuis trois mois cachent le numéraire ;

Considérant qu'il faut que la fraternité écrite sur tous les monuments publics ne soit plus un vain mot, mais se manifeste par des actes ;

Décrète :

Art. 1^{er}. Les capitalistes connus comme tels par le comité municipal devront verser, dans le délai de cinq jours, sur la communication qui leur en sera faite, la somme de 200 fr. pour 4,000 fr. de rente notoirement connus au-dessus de 1,500 fr. de rente par tête, jusqu'à 5,500 fr., et de 250 fr. à partir de 5,500 jusqu'à 5,000 fr., en suivant ainsi une progression jusqu'à moitié du revenu.

Art. 2. Dans le même délai, tout propriétaire foncier payant plus de 100 fr. de contributions foncières sera tenu de verser 25 fr. par 50 fr. de contributions, qu'il paiera en sus jusqu'à 250 fr.; à partir de 250 fr. de contributions jusqu'à 1,000 fr., ils payeront 100 fr. par 50 fr. de contributions. A partir de 1,000 fr. jusqu'à 5,000 fr., ils payeront 150 fr. par 50 fr.; au-dessus de 5,000 fr., ils payeront 200 fr. par 50 fr.

Art. 3. Les capitalistes et propriétaires qui refuseront de satisfaire au présent décret, dans le délai fixé, verront leurs biens fonciers déclarés biens communaux, et leur argent confisqué au profit des nécessiteux. La force ouvrière est, dans ce dernier cas, autorisée à se livrer à des recherches, et, si elles sont fructueuses, les citoyens qui auront refusé l'impôt fraternel seront mis hors la loi.

Art. 4. Les fonds trouvés et ceux versés librement seront

versés chez le caissier municipal choisi par les sept membres du comité municipal.

Art. 5. Il sera fait immédiatement sur les premiers fonds versés une distribution aux nécessiteux, dans la proportion de 5 fr. par famille de trois personnes, et de 8 fr. par famille de plus de six personnes.

Le secours ainsi donné au nom de la fraternité sera de quatre jours dans la proportion ci-dessus, et la distribution s'en fera par lettre alphabétique; les citoyens majeurs, ou chefs de famille, les veuves ou majeures, devront se présenter avec ordre et attendre le tour de la lettre qui commence leur nom.

Art. 6. La force ouvrière est chargée du maintien de l'ordre.

Art. 7. Tout citoyen trouvé ivre sera mis en prison pour trois jours, et nourri seulement de soupe, de pain et d'eau.

Sixième décret.

Ordonne: Que les comités municipaux convoqueront immédiatement les communes pour faire reconnaître la République actuelle avec le comité du salut public comme pouvoir.

Ils feront leur rapport et le confieront à un commissaire qui passera franco par toute la France.

Le comité avisera en cas de refus.

Septième décret.

L'organisation du travail, sur une base possible actuellement, sera promulguée dans trois semaines. Elle sera tout entière dans l'intérêt des ouvriers, en sauvegardant, autant que possible, les justes droits du maître.

— La lettre suivante a été adressée à la Patrie :

« Paris, 17 mai. « Plusieurs journaux, ignorant sans doute les détails des faits déplorables qui se sont passés le 15 courant, incriminent la conduite et les actes du digne président de l'Assemblée nationale. La vérité doit être connue; mon devoir est de la dire entière, et je compte sur votre loyauté pour m'aider à la faire connaître.

« Dès que la salle des délibérations fut envahie par les factieux, le président, reconnaissant que ses ordres n'avaient pas été exécutés, me délégua tous ses pouvoirs pour arrêter le mouvement et délivrer l'Assemblée.

« Une heure après, je vins rendre compte au citoyen Buchez des mesures que j'avais prises; je lui dis que notre collègue le citoyen Perrée, maire du 5^e arrondissement, réunissait cette légion et marchait à la délivrance de l'Assemblée; que j'avais donné des ordres dans toutes les mairies de battre la générale, et que bientôt 60.000 hommes entoureraient le palais.

« Une heure s'écoula; je dis au président qu'il n'avait qu'une chose à faire, rester au fauteuil aussi longtemps qu'il le pourrait, temporiser et gagner du temps; je lui annonçai qu'on aperçoit les têtes de colonnes de la garde nationale.

« Dans la salle, le tumulte était au comble; des menaces de mort étaient proférées contre le président. Un horrible attentat pouvait être commis. Je répète au citoyen Buchez qu'il ne fallait plus que gagner une demi-heure, qu'il pouvait donner tout contre-ordre de nature à satisfaire les factieux, que ce contre-ordre arriverait trop tard pour nuire aux dispositions en voie d'exécution: « Etes-vous certain, me dit le président, que tout ce que vous avez prescrit est exécuté? — J'en suis sûr, » lui répondis-je.

« Vous savez, monsieur le rédacteur, comment, peu d'instants après, le président fut expulsé violemment de son fauteuil; comment la séance, étant momentanément suspendue, le président, les vice-présidents Corbon et Separd, et plusieurs représentants, parmi lesquels se trouvait le vénérable Dupont (de l'Eure), se rendirent à l'hôtel de la présidence pour faire appel à toutes les forces nationales.

« Le citoyen Buchez et mes deux collègues se rendirent, quelques minutes après, au sein de la commission exécutive, afin de se concerter avec elle pour une convocation de nuit dans un autre local, si nous ne parvenions à faire évacuer la salle.

« Le président nous avait, en partant, délégué ses pouvoirs: nous nous en sommes servis avec activité et énergie.

« En mon âme et conscience, et comme acteur et témoin des faits que je vous signale, je déclare que le citoyen président a fait tout ce qu'il était humainement possible de faire.

« Je pense que la République doit à son sang-froid et à sa complète intelligence de la situation l'issue d'un attentat dont la réussite aurait amené d'incalculables malheurs pour la République.

« L'attitude calme et digne de tous les représentants a secondé puissamment la volonté du président.

« Salut et fraternité.

« Le questeur délégué,

« DECOUSÉE. »

— Nous recevons ce soir la lettre suivante, concernant l'arrestation du général Courtais. Cette lettre établit des faits graves dont l'exactitude est attestée par les plus honorables signatures.

« Quand le général Courtais eut été précipité du banc sur lequel il était monté pour se justifier, il fut protégé par le capitaine Laroché, de la 2^e compagnie du 5^e bataillon de la 1^{re} légion, qui est entrée la première à la chambre avec le piquet de 500 hommes de la 1^{re} légion, commandé par le citoyen Bourcart.

« C'est alors que son sabre lui a été enlevé par Bonnière, ouvrier paveur, rue Pepinière, 23, garde national de la 2^e compagnie du 5^e bataillon.

« Menacé alors d'une manière grave, le général Courtais fut saisi sous le bras par le commandant Bourcart, qui le remit aux mains du capitaine adjudant-major Demondion et du lieutenant Gardien, de la 7^e compagnie du 5^e bataillon de la 1^{re} légion, en leur faisant jurer d'en répondre sur leur tête.

« Tous deux alors l'ont emmené, Demondion le tenant à gauche sous le bras, Gardien le tenant à droite par la tunique à la poitrine, précédés du commandant Bourcart et de l'adjudant sous-officier d'Audibert, et suivis d'un artilleur de la garde nationale, dont nous ne savons pas le nom, et du citoyen Leroy-d'Étiolles. Ils ont dû le protéger de leurs bras, en lui faisant courber la tête, pour lui éviter les coups de crosse et de baïonnette que des gardes nationaux exaspérés cherchaient à lui porter. C'est à ce moment que Gardien a reçu un coup de crosse dans la poitrine et le commandant Bourcart un coup de crosse sur la main droite et un coup à la jambe. Enfin, ils sont parvenus, à travers quatre pièces pleines de gardes nationaux, jusqu'au couloir des communs, où ils l'ont gardé et protégé, pendant que le commandant Bourcart allait à la chambre savoir ce qui devait être décidé ultérieurement.

« Le général Courtais était, en outre, accompagné et suivi d'un officier d'état-major, son aide de camp sans doute, qui reçut de lui à voix basse l'ordre d'aller enlever des papiers importants.

« Puis, il se mit à déchirer en menus morceaux des papiers qu'il avait sur lui. Un des deux gardes parisiens qui se trouvaient là prit une partie de ces papiers ainsi lacérés des mains de l'officier d'état-major, et les macha. On ne les lui a pas vu rejeter.

« Quelques instants après, le général Courtais dit à Gardien: « Si vous êtes père de famille, allez chez moi, rue de Coisemb, 8 bis, au 5^e, pour rassurer mes enfants et ma femme; c'est un service dont je vous serai reconnaissant. »

« Gardien partit et fut bientôt arrivé avec un cabriolet de régiment. Il trouva, en effet, deux demoiselles, la femme du général Courtais et la mère de sa femme. Il cherchait à les rassurer, quand la vieille dame lui dit: « Mais, qui est nommé? qui est nommé? »

« Cette question réitérée avec instance et passion, fit croire à Gardien que cette dame n'était pas sans savoir quelque chose de ce qui devait se passer.

« Je m'arrête là, citoyen rédacteur, car ma lettre est déjà longue. Je pense que, dans votre impartialité, vous n'hésitez pas à lui donner toute la publicité possible dans l'unique intérêt de la vérité.

« Salut et fraternité.

ALBERT DETOET,

« capitaine-commandant, 2^e compagnie, 5^e bataillon, 1^{re} légion.

« Approuvé la rédaction ci-dessus,

« GARDIEN MOÏSE. »

— Le commissaire de police Bertoglio a été chargé de l'exécution des divers mandats d'amener lancés contre les principaux membres du club des Droits de l'Homme. Ce club, présidé par Barbès, tenait ses séances au Palais-National.

On a arrêté la vingt-cinq individus qui étaient logés, nourris au Palais depuis le 25 février. Une table de 25 convicts était dressée dans l'appartement, lorsque le commissaire de police s'est présenté pour exécuter son mandat. Il a saisi d'énormes liasses de papiers forts importants.

— On annonce que M. Pierre Leroux a été arrêté hier à Nanteuil-sur-Marne, par les soins de la garde nationale, qui l'a conduit chez M. le juge de paix de la Ferté-sous-Jouarre.

Deux individus qui étaient avec lui se sont enfuis à l'approche de la milice citoyenne, et, sur le point d'être arrêtés, ils se sont jetés dans la Marne, qu'ils ont traversée à la nage. Deux gardes nationaux s'y sont jetés à leur tour et sont arrivés presque en même temps sur l'autre rive. Alors une lutte des plus acharnées s'est engagée; mais force est restée à l'autorité, et ces deux individus sont maintenant en lieu sûr.

M. Pierre Leroux allait quelquefois à Nanteuil, où il était connu de plusieurs habitants; il a du reste été reconnu aussi par le frère

de M. Flocon, qui est inspecteur des télégraphes de Seine-et-Marne.

M. le juge de paix a procédé à l'interrogatoire de M. Pierre Leroux.

Rien n'a encore transpiré au dehors; le prisonnier est gardé à vue. Il sera conduit ce soir à Paris.

— On lit dans la Presse :

Un horrible assassinat est venu jeter hier la consternation dans la rue des Moineaux, célèbre déjà par le meurtre commis, il y a un an à peine, sur la personne de la veuve Dackle, demeurant au n° 10.

M. Bastie, rentier, âgé d'environ soixante ans, demeurant au deuxième étage de la maison n° 16, a été trouvé hier matin, vers dix heures et demie, étendu sans vie dans l'une des chambres de son appartement.

Il avait le crâne fracassé: il a été établi, par le rapport des hommes de l'art, que la mort avait dû être déterminée par un coup de marteau appliqué sur la tête.

M. Bertoglio, commissaire de police du quartier du Palais-National, immédiatement averti, s'est transporté sur les lieux.

Le plus grand mystère plane sur l'auteur et les circonstances du crime.

La victime n'avait pas d'ennemis, et, d'un autre côté, il ne paraît pas qu'on ait commis de vol.

Un de MM. les substituts du procureur de la République s'est rendu sur le théâtre du crime, accompagné de M. Filbon, juge d'instruction, et a continué l'information commencée par le commissaire de police.

— Le nombre des personnes transférées à Vincennes jusqu'à ce matin s'élevait à cent quarante.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Suite de la séance d'hier.)

Le vote par division aura lieu sur la demande de vingt membres. Les noms des votants seront inscrits au *Moniteur*.

Le vote par scrutin secret n'aura lieu que sur la demande de quarante membres.

Les articles du nouveau règlement sont successivement discutés et adoptés.

M. DUFAURE. Citoyens, la commission ne maintient le vote secret que pour des cas exceptionnels et rares; mais ces cas peuvent se présenter et se présenteront même fréquemment; par exemple, quand des questions de personnes seront mises sur le tapis.

Ainsi, quand il s'agit d'élire les président et vice-présidents de cette Assemblée; ainsi encore, quand il s'agit d'une mise en accusation. Il y a quelques jours, vous avez voté l'arrestation de trois de vos membres; les faits étaient si publics, si flagrants, que vous n'avez pas eu recours, en cette occasion, au vote secret; mais plus tard, dans des circonstances différentes, pensez-vous que, pour un cas semblable, le vote secret ne sera pas nécessaire?

La Commission persiste dans sa proposition.

Le vote secret, sur la demande de 40 membres, est adopté.

L'Assemblée adopte ensuite l'ensemble de ces divers articles.

M. Vivien, autre rapporteur de la commission du règlement propose et l'Assemblée adopte les articles qui complètent le règlement. Ces articles sont relatifs aux élections des questeurs, des président et vice-présidents, aux fonctions du président, des secrétaires, aux rapports et aux rapporteurs, aux délibérations des commissaires et à leur mode de procéder aux députations; aux signes distinctifs des membres de l'Assemblée nationale dans les cérémonies extérieures, et en dehors de l'Assemblée.

L'Assemblée rejette le port de l'écharpe tricolore aux glands d'or, qu'un membre avait proposé.

L'article relatif aux congés dans lequel il est question de passe-ports, est supprimé, comme préjudicant la question des passe-ports. Les autres articles relatifs à la comptabilité, au budget de l'Assemblée, au résumé des travaux de la session, et au service intérieur, sont adoptés.

M. le rapporteur demande acte de ses réserves pour coordonner l'ensemble du règlement, et y ajouter les dispositions concernant les propositions des scrutateurs pour le choix des membres de la commission de constitution. Voici ce résultat:

Les citoyens nommés sont: Cormenin, Armand Marrast, Lamennais, Vivien, Tocqueville, Dufaure, Voirhaye, Coquerel, Martin de Strasbourg, Corbon, Tourret de l'Allier, Dupin, Gustave de Beaumont.

Il reste encore cinq membres de la Commission à élire.

Demain réunion dans les bureaux à 10 heures.

Séance publique à une heure.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 19 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

La séance est ouverte à 1 heure.

M. Lacrosse, l'un des secrétaires, rend compte du convoi des gardes nationaux tués en défendant la représentation nationale, convoi auquel vingt représentants ont assisté. Un discours a été prononcé par M. Cormenin.

M. Charras, présente une proposition qui a pour but de libérer du service militaire ceux des soldats qui avaient contracté mariage avant la publication du décret de rappel.

Le renvoi au comité de la guerre est prononcé.

M. ETIENNE ARAGO. Citoyens, un de vos collègues est accusé et calomnié. Il doit s'expliquer à la tribune, en présence de la lettre insérée dans plusieurs journaux. L'orateur, rendant compte de sa conduite dans la journée du 15 mai, déclare qu'il a reçu l'ordre des questeurs de prendre le commandement de la force publique, et du président l'ordre de ne pas faire battre le rappel. Il s'est rendu au Luxembourg et a recommandé aux gardes nationaux qu'il a rencontrés, de ne pas battre le rappel, ainsi que le portait l'ordre qu'il avait reçu du président. (Rumeurs bruyantes.)

M. BUCHEZ quitte le fauteuil de la présidence où il est remplacé par M. Corbon, vice-président, et monte à la tribune. (Profond silence.)

M. BUCHEZ. Je suis surpris, citoyens, des accusations dont je suis l'objet. Dans la crise du 15 mai, je crois avoir rempli mon devoir envers mon pays et la représentation nationale. Assailli, menacé par les factieux, j'ai voulu gagner du temps pour attendre l'arrivée de la garde nationale. Comment n'a-t-on pas eu le bon sens d'arrêter le porteur de l'ordre que j'avais donné de ne pas battre le rappel ?

Je pourrais désigner plus de quarante membres de cette Assemblée à qui cet ordre a sauvé la vie. J'ai voulu empêcher que le sang des représentants ne fût mêlé à celui des factieux. Si l'Assemblée me désapprouve...

De toutes parts. Non ! non !

M. Buchez quitte la tribune.

M. CHARRAS rend compte de ce qu'il a fait dans cette même journée. Il s'est rendu au Petit-Luxembourg où il a rencontré Etienne Arago qui lui a dit : « Ne battez pas le rappel. C'est l'ordre du président Buchez. »

Au Luxembourg, MM. François Arago et Marie lui ont dit : « Réunissez la garde nationale ; faites tout pour dégager l'Assemblée ; tout ce que vous aurez fait, nous l'approuvons d'avance. » M. Charras allait partir pour exécuter ces derniers ordres, quand il apprit que l'Assemblée était dégagée. (On rit.)

M. CLÉMENT THOMAS. Citoyens, je suis peiné de voir que lorsqu'en présence de l'émeute, si peu de voix se sont élevées pour protester contre la violence, il s'en trouve tant pour accuser, maintenant que le péril est passé.

Citoyens, je vous apporte une adresse signée des chefs de toutes les légions de Paris et de la banlieue, en réponse aux remerciements que l'Assemblée nationale leur a adressée.

L'orateur lit cette adresse qui se termine par ces mots : Nous sommes prêts à résister à l'anarchie, mais nous sommes aussi très résolus à résister aux réactionnaires. (Murmures.)

M. BERGER. J'ai entendu accuser les intentions et les actes de notre président.

Voix nombreuses. Personne !

L'ordre du jour sur l'incident est mis aux voix et adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de proclamation au peuple français.

Après une discussion confuse, les trois premiers paragraphes de la proclamation sont adoptés.

Le quatrième, relatif à la conduite du pouvoir exécutif est rejeté.

Une rédaction nouvelle lui est substituée.

Le cinquième et dernier paragraphe est pareillement supprimé.

L'ensemble de la proclamation est adopté en ces termes :

L'ASSEMBLÉE NATIONALE AU PEUPLE FRANÇAIS.

FRANÇAIS,

L'Assemblée nationale vous répond du salut de la patrie. Menacé un moment, elle a vu la noble ville de Paris se lever tout entière pour sa défense. Dans les murs, hors des murs, citoyens et soldats sont accourus au signal du péril, tous ont bien mérité de vous ; que la reconnaissance du pays soit leur juste récompense ; que vos acclamations unanimes répondent à celles qui retentissent autour de nous.

Une poignée de séducteurs avait tenté le plus grand des crimes dans un pays libre, le crime de lèse-majesté nationale, l'usurpation violente de la souveraineté du peuple. Par une surprise d'un moment, ils avaient forcé l'enceinte du palais des lois. Déjà ils nous dictaient leurs insolents décrets. Citoyens, par aucune délibération, par aucune parole, par aucun signe, vos représentants n'ont accepté l'oppression de la force ; et lorsqu'on osait déclarer l'Assemblée nationale dissoute, la population indignée courant aux armes, nous rendait, par sa seule présence, la puissance de vous servir et de constituer enfin la République. Paris entier veille sur nous. Son patriotisme nous répond du dépôt que vous lui avez confié. Nous sommes heureux et fiers du dévouement de ce peuple intrépide qui nous environne et qui nous défend.

Ceux dont l'audace prétendait usurper son nom et sa voix, ignoraient, ils donc, les insensés, que si leur triomphe était possible un seul jour, toute la France se lèverait pour nous délivrer ou pour nous venger ! Déjà sa patriotique avant-garde accourait auprès de nous. La France, la généreuse France ne souffrirait pas un instant le joug honteux d'une faction.

Citoyens, prenez confiance dans les destinées de la patrie. L'ordre sortira plus affermi de cette grande épreuve. La justice, dans son action régulière, mais énergique, atteindra les coupables. Le droit de pétition, le droit de réunion ne seront plus employés perfidement comme des armes contre la liberté. Nous fonderons sur la base du droit une République démocratique, digne de servir d'exemple au monde entier.

La liberté ne vit que dans l'ordre, l'égalité s'appuie sur le respect des lois, la fraternité veut la paix ; ce n'est qu'au sein d'une société tranquille que le travail prospère et que le progrès s'accomplit. Que tout ce qui souffre espère en nous. Travailleurs de nos villes et de nos champs, tous les vœux, tous les besoins, toutes les misères nous créent des devoirs sacrés, notre dévouement les remplira ; ce que la République a déjà fait pour votre dignité en vous rendant vos droits de citoyens, elle s'efforcera de le faire pour votre bonheur.

Cette proclamation sera envoyée dans toutes les communes de France.

La séance continue.

Séance d'aujourd'hui.

L'Assemblée a discuté aujourd'hui la conduite de son président dans la journée du 15 mai. M. Buchez a craint pour la sûreté des représentants ; et menacé par les factieux, il a donné l'ordre de ne pas battre le rappel. Il s'étonne qu'on ait pris cet ordre à la lettre, et qu'on n'ait pas arrêté celui qui en était porteur. Il s'agissait de gagner du temps en attendant l'arrivée de la garde nationale, de la garde libératrice. Nous acceptons les excuses de M. Buchez tout en doutant que Boissy-d'Anglas s'en fût contenté.

Enfin l'Assemblée, après s'être déjugée hier à propos de la proclamation au peuple français, a fini par l'adopter ; elle sera envoyée à toutes les communes de France. Le langage en est ferme et digne et ne pourra produire qu'un excellent effet sur les populations.

La Commission de constitution est enfin complétée par l'adjonction de cinq nouveaux membres. Ce sera l'œuvre capitale de la session. Nous félicitons l'Assemblée des choix qu'elle a faits pour cette importante mission : le pays ne pourra qu'y applaudir.

ÉVÉNEMENTS DU 15 MAI.

RAPPORT DU MAIRE DE PARIS

Aux membres de la Commission du pouvoir exécutif.

Citoyens,

Je dois, selon votre désir, résumer par écrit les rapports verbaux que je vous ai faits sur qui s'est passé à l'hôtel de ville dans la journée du 15. Je rectifierai ainsi les erreurs nombreuses qui ont été répandues dans le public.

Au moment où la tribune fut envahie par les auteurs d'un attentat criminel contre la souveraineté du peuple, je fus informé qu'ils avaient l'intention de se diriger sur l'hôtel de ville pour y établir un gouvernement provisoire. Mon devoir m'appela à mon poste, et je m'y rendis sur-le-champ. J'y arrivai deux heures avant les factieux, et j'ordonnai immédiatement de prendre toutes les mesures pour leur interdire l'accès des grilles. La 1^{re} légion eut ordre de se placer en colonne à l'entrée de la place du côté du quai, et le colonel commandant l'hôtel de ville prit les dispositions nécessaires pour le défendre.

Les colonnes, précédées de leurs étendards, bordèrent bientôt le front de la 9^e légion. Les meneurs annonçaient que la chambre était dissoute, que le pouvoir exécutif n'existait plus, que la garde nationale, la garde mobile et l'armée avaient proclamé, d'un commun accord, un nouveau gouvernement provisoire. Après quelques pourparlers assez vifs, un coup de feu fut tiré sur le commandant en second de l'hôtel de ville qui était en tête de la légion et qui refusait énergiquement de livrer passage.

La résistance du commandant Beaumont ne fut pas malheureusement secondée avec assez d'élan et d'ensemble. Un chef de bataillon de la garde nationale ordonne de mettre la crosse en l'air : le colonel de la 9^e montre de l'hésitation ; la bande en profite pour envahir la place, et la foule vient pousser les grilles de l'hôtel que son poids faisait fléchir.

Mon adjoint, le citoyen Adam, était déjà descendu et il avait parcouru les différentes parties de l'hôtel pour s'assurer que mes ordres s'exécutaient. Il remonta dans mon cabinet en me disant que le colonel commandant aurait à vous répondre de ce qu'il ferait et de ce qu'il ne ferait pas. Je dois ajouter cependant que le citoyen Rey, qui remplissait ces fonctions, haranguait la foule, s'adressait à Barbès en particulier et refusait d'ouvrir la grille. Quelques instants après cependant, Rey s'éloignait, et aussitôt la grille fut ouverte et donna passage au flot. Les meneurs s'écrièrent en entrant : Où est Marrast ? il faut d'abord nous débarrasser de celui-là !

J'étais dans ce moment dans mon cabinet, que je n'avais pas quitté, entouré de quelques représentants, et protégé par cinquante hommes, tous résolus comme moi à résister à la force, quelle que pût être l'issue de la lutte. Deux ou trois mille individus remplissaient les cours et les escaliers ; ils se dirigèrent vers une salle où on avait délibéré le 24 février, et ils entamèrent, au milieu d'un effroyable tumulte, une discussion sur les noms propres.

Pendant ce temps, j'avais donné ordre aux lanciers, à la 7^e et à la 6^e légion de se rendre au pas de charge à l'hôtel de ville ; j'avais signé une proclamation qui éclairait la garde nationale sur le véritable état des faits ; je vous avais écrit, citoyens, pour vous demander de nouveaux renforts et pour prescrire à l'intérieur les dispositions nécessaires pour faire évacuer la foule, qui n'avait pu trouver accès dans la salle, et pour nous emparer des autres aussitôt que le moment serait venu.

Les légions arrivèrent à propos : Barbès et ses complices s'étaient transportés dans une autre salle qu'ils avaient fait garder

par des hommes armés. Ils se montrèrent à la multitude restée sur la place, et à diverses reprises, nous entendîmes crier : Vive Barbès ! vive Louis Blanc ! vive Albert ! Le général Foucher entra bientôt dans mon cabinet, suivi de son état-major : je lui donnai de faire entrer immédiatement deux bataillons de garde nationale sédentaire et mobile, et de commencer par faire sortir la foule qui encombrait les cours et les escaliers, en même temps qu'ils cerneraient la salle où les meneurs s'étaient réunis.

Mon adjoint, Adam, se rendit lui-même dans cette salle et y fit opérer les premières arrestations. L'ordre fut donné immédiatement de ne laisser sortir personne de l'hôtel de ville, et de garder toutes les issues par lesquelles Barbès, Albert et les autres auraient pu s'échapper.

Les citoyens Lamartine et Ledru-Rollin arrivèrent en ce moment à l'hôtel de ville, bientôt suivis par le général Clément Thomas. Des officiers de la garde nationale nous déclarèrent alors qu'ils se chargeaient d'arrêter indistinctement tous les citoyens qui avaient envahi l'hôtel ; mais, comme il s'y trouvait des représentants du peuple, ils demandèrent un ordre écrit.

Il fut aussitôt délivré et signé par moi, et les deux membres présents de la commission exécutive. Le commandant d'un bataillon de la 6^e légion avait déjà pris les devants et arrêté Barbès. Les officiers supérieurs de l'artillerie et de la garde nationale s'emparèrent d'Albert, et les uns comme les autres firent d'énergiques et de généreux efforts pour épargner le moindre mauvais traitement contre ces représentants, dont la conduite soulevait une aussi juste indignation. Deux autres officiers firent des fouilles dans toutes les parties de l'hôtel, et l'on arrêta environ 150 individus. Ce nombre augmenta encore dans la soirée, et nous avons eu plus de 200 prisonniers sous la main.

Vous voyez, citoyens, que si, par une faiblesse ou par une complicité, par une faute ou par un crime, les factieux ont pu s'installer dans une salle de l'hôtel de ville, ils n'en ont pas un instant été les maîtres. Je n'ai pas cessé d'y commander, je n'ai pas cessé d'y donner des ordres, et l'incertitude qui avait un instant jeté du doute dans l'esprit d'un petit nombre de gardes nationaux ayant été dissipée, nous n'eûmes, mon adjoint et moi, qu'une préoccupation, celle d'assurer l'arrestation des coupables en évitant l'effusion du sang.

Je dois ajouter que le chef de bataillon de la neuvième dont j'ai parlé plus haut, m'a envoyé sa démission : j'ai reçu aussi celle du colonel Yautier et d'un porte-drapeau nommé Guery. Quant au colonel Rey et à son agent, ils sont en état d'arrestation.

Salut et fraternité. Le représentant du peuple, maire de Paris.

17 mai.

ARMAND MARRAST.

LA TRIBUNE DU PEUPLE, Journal d'éducation politique et sociale, résumé des nouvelles et des questions les plus importantes de la semaine, paraissant tous les dimanches.

La Tribune du Peuple, ainsi que son titre l'annonce, est destinée à remplacer, pour l'artisan des villes et l'habitant des campagnes, les journaux quotidiens, auxquels ils n'ont ni le temps ni les moyens de recourir.

Elle les tiendra informés de la politique intérieure et extérieure de la France, leur fera connaître les actes du Gouvernement et les discussions de l'Assemblée nationale, en leur en faisant connaître le sens et la portée. Elle leur expliquera toutes les questions politiques et sociales à l'ordre du jour, et les mettra à même de juger, en connaissance de cause, la conduite et les votes de leurs représentants.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschappelles et O'Reilly. Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

Bourse de Paris du 18 Mai.

FONDS FRANÇAIS.

5 0/0.....	47 75	5 0/0.....	69 25
4.....	"	Banque de France.....	1550
4 1/2.....	"	Oblig. de la Ville de Paris.....	"

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	"	Fampoux à Hazebrouck.....	"
Obligations anc.....	"	Avignon à Marseille.....	220
— nouv.....	"	Strasbourg à Bâle.....	88 75
Versailles (rive droite).....	420	Obligations.....	"
Obligations anc.....	"	Mulhouse à Thann.....	"
— nouv.....	"	Bordeaux à la Teste.....	"
Versailles (rive gauche).....	405	Montpellier à Cette.....	"
Paris à Orléans.....	552 50	Cette à Bordeaux.....	"
Obligations.....	"	Paris à Sceaux.....	"
Orléans à Bordeaux.....	400	Montereau à Troyes.....	115
à Vézun.....	270	Andres à Boulogne.....	"
Paris à Rouen.....	410	Dieppe à Fécamp.....	"
Obligations.....	"	Paris à Lyon.....	307 50
Rouen au Havre.....	267 50	Tours à Nantes.....	557 50
Obligations.....	"	Paris à Strasbourg.....	5 5
Nord.....	581 25	Amiens à Reims.....	"

CANAUX.

Quatre Canaux.....	780	Canal de Bourgogne.....	"
Jouissance.....	"	Jouissance.....	"
Trois Canaux.....	"	Canal de la Sambre.....	"

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.